

De plus, l'installation d'un centre de vaccination nécessite souvent un changement de fonction soumis au permis d'urbanisme, par exemple d'une activité récréative de jour, industrielle ou commerciale à une structure communautaire ou d'utilité publique. Parfois des constructions temporaires sont érigées, p. ex. des tentes ou des conteneurs, et des panneaux de signalisation extérieure sont installés.

Ces demandes de permis suivent généralement la procédure normale, y compris demandes d'avis et enquête publique, tout en respectant certains délais. Elles sont également susceptibles de recours administratif avec effet suspensif. La procédure s'étend sur plusieurs mois. Vu l'urgence des vaccinations supplémentaires, un tel changement de fonction entraînerait un retard inutile dans la lutte contre le COVID-19.

C'est précisément grâce au nombre croissant de personnes vaccinées que la pression sur le dispositif flamand des soins de santé diminue.

C'est pourquoi la vaccination supplémentaire revêt une importance primordiale pour continuer à faire face à la crise sanitaire et garantir une protection maximale des groupes cibles concernés contre une évolution grave de la maladie, une hospitalisation ou même un décès dû au COVID-19.

La période d'urgence civile et du régime de dérogation a été fixée par l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 juin 2021 établissant l'urgence civile en matière de santé publique, telle que mentionnée dans le décret du 20 mars 2020 contenant des mesures en cas d'urgence civile en matière de santé publique, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de vaccination contre le coronavirus. Dès lors une prolongation de la période d'urgence civile et du régime de dérogation s'impose.

La date de début de cette prolongation étant le 25 octobre 2021, il est nécessaire de disposer de l'avis de la section de législation du Conseil d'État dans les cinq jours ouvrables.

Le Conseil d'État a rendu son avis 70.285/1 le 14 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, 3<sup>e</sup> des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973.

Après délibération,

#### LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 4, § 1, alinéa premier, 2<sup>e</sup>, et § 1, alinéa trois, 1<sup>o</sup> du décret du 20 mars 2020 contenant des mesures en cas d'urgence civile en matière de santé publique, la période d'urgence civile et du régime de dérogation, telle qu'établie par l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 juin 2021 établissant l'urgence civile en matière de santé publique, telle que mentionnée dans le décret du 20 mars 2020 contenant des mesures en cas d'urgence civile en matière de santé publique, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de vaccination, est prolongée.

Les dispositions suivantes s'appliquent à la prolongation visée à l'alinéa premier :

1<sup>o</sup> la date de début est le 25 octobre 2021 ;

2<sup>o</sup> la durée de la prolongation est de 120 jours, de sorte que l'urgence civile et le régime de dérogation s'appliquent jusqu'au 21 février 2022 inclus ;

3<sup>o</sup> cette prolongation s'applique uniquement dans le cadre du régime de dérogation à l'obligation de permis d'environnement ou de déclaration, tel que visé à l'article 4 du décret du 20 mars 2020 contenant des mesures en cas de situation d'urgence civile en matière de santé publique.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 25 octobre 2021.

**Art. 3.** Le ministre flamand compétent pour la Justice et le Maintien, l'Environnement et l'Aménagement du Territoire, l'Énergie et le Tourisme est chargé d'exécuter le présent arrêté.

Bruxelles, le 15 octobre 2021.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande de la Justice et du Maintien,  
de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/205059]

**14 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur la gestion et les missions de l'Organisme payeur**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les Organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les Organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, les articles 20 et 87, §§ 1 et 2, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, 16 juillet 1993 et 6 janvier 2014;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, articles D.4, D. 253, D.254, §§ 2 et 3, modifiés par les décrets du 17 juillet 2018 et 8 juillet 2021, D.255, § 1<sup>er</sup>, et D.256;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2016 instituant un Comité de suivi de l'Organisme payeur, précisant l'exercice des compétences de ce dernier en matière de contrainte, et habilitant le Ministre de l'Agriculture afin de déterminer la procédure de désignation et de suivi d'organismes délégués;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 août 2021;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 1<sup>er</sup> avril 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 septembre 2021;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 22 avril 2021;

Vu le rapport du 1<sup>er</sup> avril 2021 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 70.130 /4 du Conseil d'Etat, donné le 28 septembre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur et la Commission wallonne pour l'énergie en Région wallonne;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation de la structure et de la justification du budget des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes en Région wallonne;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié;

Considérant que la mise en œuvre des dispositions visées ci-avant nécessite l'adaptation du processus décisionnel et des structures administratives y afférentes;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte de ces modifications de structure pour déterminer le responsable de l'Organisme payeur;

Considérant que le périmètre d'action de l'Organisme payeur est défini à l'article D.255 du Code wallon de l'Agriculture;

Que ce périmètre prévoit non seulement que l'Organisme payeur procède à la gestion et aux contrôles des demandes et au paiement des aides agricoles et aquacoles visées au titre X du Code wallon de l'Agriculture mais permet également au Gouvernement wallon de l'étendre aux autres aides visées par l'article D.2 du Code wallon de l'Agriculture;

Que la possibilité de recourir au droit prévu par l'article D.255, § 2, du Code wallon de l'Agriculture se doit d'être limité au maximum et réservé à des situations exceptionnelles afin de permettre à l'Organisme payeur de pouvoir assurer, en toute circonstance, sa mission première qu'est le paiement des aides au titre du FEAGA et du Feader;

Que pour matérialiser et prioriser les missions de l'Organisme payeur déclinées dans le présent arrêté, sans préjudice de celles définies dans le Code wallon de l'Agriculture, le Gouvernement et l'Organisme payeur procèdent, en marge du présent arrêté, à la conclusion d'un accord de fonctionnement;

Que l'établissement de cet accord de fonctionnement, son contenu, son suivi et son évaluation sont inspirés des droits et obligations fixés par les articles 346 et suivants du Code de la fonction publique wallonne. L'accord de fonctionnement constitue la feuille de route inclusive entre l'Organisme payeur et le Gouvernement wallon;

Considérant que le recours à la conclusion d'un accord de fonctionnement ne peut, en toute circonstance, être de nature à entraver la réalisation des missions dévolues à l'Organisme payeur, tel que prescrit par l'article D.255, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Agriculture;

Considérant le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.390, D.396 à D.398;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> l'accord de fonctionnement : la feuille de route inclusive conclue entre l'Organisme payeur et le Gouvernement;

2<sup>o</sup> le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

3<sup>o</sup> le Comité de suivi : le Comité de suivi de l'Organisme payeur défini à l'article 253 du Code;

4<sup>o</sup> le règlement (UE) n°1306/2013 : le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

5<sup>o</sup> le règlement (UE) n° 907/2014 : le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les Organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions précise les missions de l'Organisme payeur, les modalités de son suivi et l'organisation de sa supervision.

CHAPITRE 2. — *Organisation de l'Organisme payeur**Section 1<sup>re</sup>. — Structure et composition*

**Art. 2.** L'Organisme payeur fait partie intégrante de l'Administration au sens de l'article D.3, 3<sup>o</sup>, du Code.

Dans ses relations avec les tiers, l'Organisme payeur utilise la dénomination « Organisme payeur de Wallonie ».

Le responsable qui dirige l'Organisme payeur est un fonctionnaire général de rang A3 au sens du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

*Section 2. — De l'accord de fonctionnement*

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Afin de déterminer les missions dévolues à l'Organisme payeur par le Code, le Gouvernement et l'Organisme payeur concluent un accord de fonctionnement pour une durée correspondant à une période de programmation de la politique agricole commune et qui comprend, au minimum :

1<sup>o</sup> les modalités de fonctionnement entre le Gouvernement et l'Organisme payeur;

2<sup>o</sup> le détail des missions dévolues à l'Organisme payeur par le Code;

3<sup>o</sup> les règles, modalités et objectifs, selon lesquels l'Organisme payeur exercent les missions qui lui sont confiées par le Code;

4<sup>o</sup> la méthode d'évaluation de l'Organisme payeur réalisée par le Comité de suivi visé à l'article 7 sur base des indicateurs visés aux 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>;

5<sup>o</sup> les indicateurs de suivi des missions afférentes à la gestion des aides au titre du FEAGA et du Feader;

6<sup>o</sup> les indicateurs de suivi des missions confiées à l'Organisme payeur par le Gouvernement lorsqu'il a recours à l'article D.255, § 2, du Code;

7<sup>o</sup> l'affectation des moyens budgétaires à la lumière des articles 4 à 6;

8<sup>o</sup> la répartition des ressources humaines sur base de l'organigramme;

9<sup>o</sup> les ressources humaines affectées au plan directeur de l'informatique métier de l'Organisme payeur;

10<sup>o</sup> le plan de personnel de l'Organisme payeur.

§ 2. L'accord de fonctionnement visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est renouvelé au terme de chaque période de programmation de la politique agricole commune et peut être révisé annuellement.

*Section 3. — Du budget*

**Art. 4.** Le budget de l'Organisme payeur est établi conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation de la structure et de la justification du budget des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes en Région wallonne et à l'accord de fonctionnement repris à l'article 3 du présent arrêté.

**Art. 5.** Les opérations budgétaires de l'Organisme payeur distinguent les recettes suivantes :

1<sup>o</sup> une subvention générale de fonctionnement, reçue du budget de la Région wallonne, couvrant :

a) les dépenses de fonctionnement de l'Organisme payeur dans le cadre de la gestion des aides relevant du FEAGA et du Feader;

b) toute autre dépense de fonctionnement résultant de la mise en application de l'article D.255, § 2, du Code;

2<sup>o</sup> les principales recettes de missions, reçues du budget de la Région wallonne, telles que :

a) les recettes relatives au cofinancement des dépenses au titre du FEAGA et du Feader dont la gestion est confiée à l'Organisme payeur;

b) les recettes correspondantes aux remboursements à l'Union européenne des corrections financières résultant de l'exécution de décisions de la Commission écartant du financement de l'Union européenne certaines dépenses effectuées par la Région wallonne au titre du FEAGA et du Feader;

c) les recettes relatives à la mise en œuvre des paiements en vertu de l'article D.255, § 2, du Code;

3<sup>o</sup> les recettes provenant des activités de l'Organisme payeur, telles que :

a) les recettes provenant de la part retenue sur les créances relevant de l'application de la conditionnalité et du verdissement en vertu des arrêtés du Gouvernement wallon pris en exécution des articles D.250 et D.251 du Code;

b) les recettes provenant de la part retenue sur les créances recouvrées à la suite d'irrégularités ou de négligences, non imputables aux administrations;

c) les contributions volontaires ou contractuelles résultant de l'exécution des missions déléguées entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche ou dans le cadre d'autres collaborations avec des entités fédérées ou l'Etat fédéral;

d) les produits de fournitures de données du SIGEC à des tiers;

e) les amendes ou les transactions administratives dues suite au non-respect de l'article D.396, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du Code;

f) les recettes provenant des aides indument versées ainsi que des procédures de recouvrement en termes d'intérêts et de récupérations de frais de procédure, indemnités et dommages en lien avec les parts wallonnes des missions gérées par l'Organisme payeur;

4<sup>o</sup> les recettes relatives aux saisies, pour la totalité ou partiellement, portant sur les garanties relatives à l'application du régime des certificats d'importation, d'exportation et de préfixation pour les produits agricoles;

5<sup>o</sup> les recettes provenant de tiers, notamment la Commission européenne, à des fins du cofinancement de projets internes à l'Organisme payeur;

6<sup>o</sup> toutes autres recettes résultant de décisions de l'Union européenne ou du Gouvernement.

**Art. 6.** Les opérations budgétaires de l'Organisme payeur distinguent les dépenses suivantes :

1<sup>o</sup> les dépenses liées au fonctionnement de l'Organisme payeur couvrant :

a) les dépenses de fonctionnement de l'Organisme payeur dans le cadre de la gestion des aides relevant du FEAGA et du Feader;

b) toute autre dépense de fonctionnement résultant de la mise en application de l'article D.255, § 2, du Code;

2<sup>o</sup> les principales dépenses de missions relevant du budget de la Région wallonne, telles que :

a) les dépenses relatives au cofinancement au titre du FEAGA et du Feader et dont la gestion est confiée à l'Organisme payeur;

b) les dépenses en matière de stockage;

c) les dépenses liées au non-recouvrement de créances;

d) les dépenses relatives aux remboursements à l'Union européenne des corrections financières résultant de l'exécution de décisions de la Commission écartant du financement de l'Union européenne certaines dépenses effectuées par la Région wallonne au titre du FEAGA et du Feader;

3<sup>o</sup> les dépenses relatives à la mise en œuvre des paiements en vertu de l'article D.255, § 2, du Code;

4<sup>o</sup> les dépenses destinées à la restitution, totale ou partielle, des saisies sur les garanties relatives à l'application du régime des certificats d'importation, d'exportation et de préfixation pour les produits agricoles;

5<sup>o</sup> toutes autres dépenses résultant de décisions de l'Union européenne ou du Gouvernement;

6<sup>o</sup> la restitution au budget général des recettes des récupérations des aides indûment versées ainsi que des procédures de recouvrement en termes d'intérêts et de récupérations de frais de procédure, indemnités et dommages en lien avec les parts wallonnes des missions gérées par l'Organisme payeur;

7<sup>o</sup> la restitution des soldes annuels au budget général des recettes (excédent des recettes sur les dépenses).

### CHAPITRE 3. — *L'autorité compétente et le Comité de suivi*

**Art. 7.** Le Gouvernement délègue au Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions toutes les tâches qui lui sont assignées en sa qualité d'autorité compétente, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, a) et b), du règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les Organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence, à l'exception de l'octroi et du retrait d'agrément de l'Organisme payeur.

Au sein de l'Organisme payeur, une cellule de suivi spécifique, dénommée « cellule de suivi », est dédiée à l'assistance au Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions dans l'exécution des tâches qui lui sont assignées. Cette assistance consiste en la transmission, au Ministre, dans les délais requis, de tous les éléments probants et nécessaires pour les tâches décrites à l'alinéa premier.

La cellule de suivi est placée directement sous l'autorité administrative du responsable de l'Organisme payeur.

**Art. 8.** Le Comité de suivi est composé :

1<sup>o</sup> du Ministre-Président ou de son représentant;

2<sup>o</sup> du Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions ou de son représentant;

3<sup>o</sup> du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions ou de son représentant;

4<sup>o</sup> du Ministre qui a le budget dans ses attributions ou son représentant;

5<sup>o</sup> du Ministre qui a l'environnement dans ses attributions ou de son représentant;

6<sup>o</sup> de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Gouvernement en charge de l'Agriculture qui dispose d'une voix consultative;

7<sup>o</sup> du secrétaire général du Service public de Wallonie ou son de représentant;

8<sup>o</sup> du directeur général de l'Administration au sens de l'article D.3, 3<sup>o</sup>, du Code ou de son représentant.

Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions ou son représentant préside le Comité de suivi.

Le Comité de suivi élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité de suivi se réunit au minimum trois fois par an et, conformément à l'article D.253 du Code :

1<sup>o</sup> examine le respect des conditions d'agrément de l'Organisme payeur;

2<sup>o</sup> propose des mesures correctrices au Gouvernement lorsqu'il constate un non-respect des conditions d'agrément;

3<sup>o</sup> examine et fait rapport au Ministre, en vertu de l'article 7, sur les activités de l'Organisme payeur.

### CHAPITRE 4. — *Recouvrement et contrainte*

**Art. 10.** La contrainte visée aux articles D.259 et D.260 du Code est rendue exécutoire par le responsable de l'Organisme payeur, et est décernée par le receveur chargé du recouvrement.

**Art. 11.** La contrainte mentionne :

1<sup>o</sup> le nom et prénom du débiteur;

2<sup>o</sup> le domicile, ou le siège, ou, à défaut, un siège d'exploitation du débiteur;

3<sup>o</sup> le montant dû, distinguant le capital, les intérêts et les accessoires;

4<sup>o</sup> le fait que la contrainte est exécutoire sans formalité ni rappel;

5<sup>o</sup> une copie du texte de l'article D.260 du Code;

6<sup>o</sup> la motivation;

- 7° le numéro de compte bancaire sur lequel le paiement est à effectuer;  
8° la date exécutoire de la contrainte;  
9° la signature du responsable de l'Organisme payeur.

#### CHAPITRE 5. — *Fonction publique*

**Art. 12.** Sont affectés à l'Organisme payeur :

- 1° les membres du personnel précédemment affectés au Département de l'Agriculture de l'Administration;  
2° les membres du personnel précédemment affectés au Département des Aides de l'Administration;  
3° les membres du personnel affectés à la Direction des Contrôles du Département de la Police et des Contrôles de l'Administration exerçant les tâches relatives au contrôle agricole en lien avec les missions dévolues à l'Organisme payeur;  
4° les membres du personnel affectés à la cellule de suivi de l'Organisme payeur intégrée aux services de la Direction générale de l'Administration.

#### CHAPITRE 6. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 13.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2016 instituant un Comité de suivi de l'Organisme payeur, précisant l'exercice des compétences de ce dernier en matière de contrainte, et habilitant le Ministre de l'Agriculture afin de déterminer la procédure de désignation et de suivi d'organismes délégués, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, est abrogé.

**Art. 14.** Le Ministre qui a l'agriculture dans ses attributions et le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Namur, le 14 octobre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétence, W. BORSUS

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives, J.-L. CRUCKE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des Allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière, V. DE BUE

---

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/205059]

#### 14. OKTOBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Verwaltung und die Aufgaben der Zahlstelle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsysteem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 508/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnungen (EG) Nr. 2328/2003, (EG) Nr. 861/2006, (EG) Nr. 1198/2006 und (EG) Nr. 791/2007 des Rates und der Verordnung (EU) Nr. 1255/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EG) Nr. 907/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Zahlstellen und anderen Einrichtungen, die finanzielle Verwaltung, den Rechnungsabschluss, Sicherheiten und die Verwendung des Euro;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EG) Nr. 908/2014 der Kommission vom 6. August 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Zahlstellen und anderen Einrichtungen, der Mittelverwaltung, des Rechnungsabschlusses und der Bestimmungen für Kontrollen, Sicherheiten und Transparenz;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20 und 87 § 1 und 2, in der durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 16. Juli 1993, und vom 6. Januar 2014 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.31, D.253, D.254 § 2 und 3, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2018 du 8. Juli 2021, D.255 § 1 und D.256;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2016 zur Einrichtung eines Ausschusses zur Überwachung der Zahlstelle, zur Erläuterung der Ausübung ihrer Zuständigkeiten in Sachen Zwangsbeitreibung, und zur Ermächtigung des Ministers für Landwirtschaft im Hinblick auf die Festlegung des Verfahrens zur Bestimmung und Überwachung von beauftragten Stellen;

Aufgrund der am 27. August 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. April 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 2. September 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 22. April 2021 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 1. April 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 11 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 28. September 2021 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 70.130/4;

In Erwägung des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltspans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen betreffend die Ausführung des Haushaltspans, die Haushalts- und allgemeine Buchführung sowie die Berichterstattung in den wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region und der Wallonischen Kommission für Energie;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der Struktur und der Begründung des Haushaltspans der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen in der Wallonischen Region;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung in seiner abgeänderten Fassung;

In der Erwägung, dass die Umsetzung der oben genannten Bestimmungen eine Anpassung des Entscheidungsprozesses und der entsprechenden Verwaltungsstrukturen erfordert;

In der Erwägung, dass diese Änderungen der Struktur zu berücksichtigen ist, um den Verantwortlichen der Zahlstelle zu bestimmen;

In der Erwägung, dass der Tätigkeitsbereich der Zahlstelle in Artikel D.255 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft festgelegt ist;

Dass hinsichtlich dieses Tätigkeitsbereichs vorgesehen wird, dass die Zahlstelle nicht nur mit der Verwaltung und den Kontrollen der Anträge und der Zahlung der Beihilfen für Landwirtschaft und Aquakultur nach Titel X des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft beauftragt ist, sondern auch erweiterte Aufgaben erhalten kann, da die Wallonische Regierung dazu befähigt ist, Letztere auf die weiteren Beihilfen im Sinne von Artikel D.2 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft zu erweitern;

Dass die Möglichkeit, auf das in Artikel D.255 § 2 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft vorgesehene Recht zurückzugreifen, auf ein Höchstmaß beschränkt und Ausnahmesituationen vorbehalten sein muss, damit die Zahlstelle unter allen Umständen ihre Hauptaufgabe erfüllen kann, nämlich die Zahlung der Beihilfen im Rahmen des EGFL und des ELER;

Dass die Regierung und die Zahlstelle parallel zu vorliegendem Erlass eine Betriebsvereinbarung abschließen, um die in diesem Erlass festgelegten Aufgaben der Zahlstelle, unbeschadet der im wallonischen Gesetzbuch über die Landwirtschaft festgelegten Aufgaben, zu verwirklichen und zu priorisieren;

Dass die Ausarbeitung dieser Betriebsvereinbarung, ihr Inhalt, ihre Überwachung und ihre Bewertung sich an den Rechten und Pflichten orientieren, die in den Artikeln 346 und folgende des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegt sind. Die Betriebsvereinbarung ist der inklusive Fahrplan zwischen der Zahlstelle und der Wallonischen Regierung;

In der Erwägung, dass der Rückgriff auf den Abschluss einer Betriebsvereinbarung keinesfalls dazu führen darf, dass die Erfüllung der der Zahlstelle übertragenen Aufgaben behindert wird, in Übereinstimmung mit Artikel D.55 § 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

In Erwägung des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.390, D.396 bis D.398;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

## KAPITEL 1 — Begriffsbestimmungen

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Betriebsvereinbarung: der zwischen der Zahlstelle und der Regierung abgeschlossene inklusive Fahrplan;

2° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

3° Überwachungsausschuss: der Überwachungsausschuss der Zahlstelle nach Artikel 253 des Gesetzbuches;

4° Verordnung Nr. 1306/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsysteem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

5° Verordnung Nr. 907/2014: die delegierte Verordnung (EG) Nr. 907/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Zahlstellen und anderen Einrichtungen, die finanzielle Verwaltung, den Rechnungsabschluss, Sicherheiten und die Verwendung des Euro.

In Bezug auf Absatz 1 bestimmt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, die Aufgaben der Zahlstelle, die Modalitäten für deren Überwachung und die Organisation ihrer Aufsicht.

## KAPITEL 2 — *Organisation der Zahlstelle*

### *Abschnitt 1 — Struktur und Zusammenstellung*

**Art. 2** - Die Zahlstelle ist ein fester Bestandteil der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches.

In ihren Beziehungen mit Drittpersonen verwendet die Zahlstelle die Bezeichnung "Zahlstelle der Wallonie".

Der Verantwortliche, der die Zahlstelle leitet, ist ein Generalbeamter des Dienstrangs A3 im Sinne des Buches II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über den Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

### *Abschnitt 2 — Betriebsvereinbarung*

**Art. 3** - § 1. Zur Festlegung der Aufgaben, die der Zahlstelle durch das Gesetzbuch übertragen werden, schließen die Regierung und die Zahlstelle eine Betriebsvereinbarung mit einer Laufzeit, die einem Programmplanungszeitraum der Gemeinsamen Agrarpolitik entspricht und die mindestens Folgendes umfasst:

1° die Betriebsmodalitäten zwischen Regierung und Zahlstelle;

2° die detaillierten Aufgaben, die durch das Gesetzbuch der Zahlstelle anvertraut werden;

3° die Regeln, Modalitäten und Zielsetzungen, nach denen die Zahlstelle die Aufgaben erfüllt, die ihr durch das Gesetzbuch anvertraut werden;

4° die Methode zur Bewertung der Zahlstelle, die vom in Artikel 7 genannten Überwachungsausschuss auf der Grundlage der unter Ziffer 5 und 6 genannten Indikatoren vorgenommen wird;

5° die Indikatoren für die Überwachung der Aufgaben im Zusammenhang mit der Verwaltung der Beihilfen im Rahmen der EGFL- und ELER-Fonds;

6° die Indikatoren für die Überwachung der Aufgaben, die die Regierung der Zahlstelle anvertraut, wenn sie den Artikel D.255 § 2 des Gesetzbuches anwendet;

7° die Zuweisung der Haushaltsmittel angesichts der Artikel 4 bis 6;

8° die Verteilung der Humanressourcen auf der Grundlage des Organigramms;

9° die für den IT-Masterplan der Zahlstelle bereitgestellten Humanressourcen;

10° den Personalplan der Zahlstelle.

§ 2. Die in Paragraf 1 genannte Betriebsvereinbarung wird am Ende eines jeden Programmplanungszeitraums der Gemeinsamen Agrarpolitik erneuert und kann jährlich revidiert werden.

### *Abschnitt 3 — Haushalt*

**Art. 4** - Der Haushaltsplan der Zahlstelle wird in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der Struktur und der Begründung des Haushaltsplans der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen in der Wallonischen Region und mit der Betriebsvereinbarung nach Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erstellt.

**Art. 5** - Bei den Haushaltsvorgängen der Zahlstelle wird zwischen den folgenden Einnahmen unterschieden:

1° eine allgemeine Betriebssubvention aus dem Haushaltsplan der Wallonischen Region, die folgende Ausgaben deckt:

a) die Betriebskosten der Zahlstelle zwecks der Verwaltung der Beihilfen im Rahmen der EGFL- und ELER-Fonds;

b) alle sonstigen Betriebskosten, die sich aus der Anwendung von Artikel D.255 § 2 des Gesetzbuches ergeben;

2° die wichtigsten Einnahmen aus Dienstaufgaben, die vom Haushaltsplan der Wallonischen Region stammen, wie z.B.:

a) Einnahmen in Bezug auf die Kofinanzierung von EGFL- und ELER-Ausgaben, deren Verwaltung der Zahlstelle anvertraut wird;

b) Einnahmen, die der Rückzahlung von Finanzkorrekturen an die Europäische Union entsprechen, die sich aus der Durchführung von Kommissionsentscheidungen ergeben, durch welche bestimmte von der Wallonischen Region im Rahmen des EGFL und des ELER getätigten Ausgaben von der Finanzierung durch die Europäische Union ausgeschlossen werden;

c) Einnahmen in Verbindung mit der Durchführung der Zahlungen kraft Artikel D.255 § 2 des Gesetzbuches;

3° Einnahmen, die sich aus den Aktivitäten der Zahlstelle ergeben, wie z.B.:

a) Einnahmen, die aus dem Anteil stammen, der von den Forderungen einbehalten wird, die mit der Anwendung der Cross-Compliance und der Begrünung aufgrund der Erlasse der Wallonischen Regierung, die in Ausführung der Artikel und D.251 des Gesetzbuches verabschiedet wurden, verbunden sind;

b) Einnahmen, die aus dem Anteil stammen, der von den wegen Unregelmäßigkeiten oder Nachlässigkeiten, für welche die Verwaltungen nicht verantwortlich sind, eingezogenen Forderungen, einbehalten wird;

c) freiwillige bzw. vertragsgebundene Beiträge, die aus der Ausübung der zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung von regionalisierten Befugnissen in den Bereichen Landwirtschaft und Fischfang oder im Rahmen sonstiger Zusammenarbeiten mit Teileinheiten und/oder mit dem Föderalstaat anvertrauten Aufgaben stammen;

d) Erlöse aus den Lieferungen von Daten des InVeKoS an Dritte;

e) Geldstrafen oder administrative Bußgeldverfahren, die infolge der Nichtbeachtung der Artikel D.396, Absatz 1 Ziffer 3 des Gesetzbuches geschuldet sind;

f) Einnahmen aus zu Unrecht gezahlten Beihilfen und Wiedereinziehungsverfahren in Form von Zinsen und Wiedereinziehung von Verfahrenskosten, Entschädigungen und Schadenersatz im Zusammenhang mit den von der Zahlstelle verwalteten wallonischen Teilen der Aufgaben;

4º Einnahmen im Zusammenhang mit Pfändungen (ganz oder teilweise) betreffend die Garantien bezüglich der Anwendung der Regelung in Bezug auf Einfuhr-, Ausfuhr- und Vorausfestsetzungsbesccheinigungen für Agrarerzeugnisse;

5º Einnahmen, die von Dritten, insbesondere der Europäischen Kommission, stammen, in Verbindung mit der Mitfinanzierung von internen Projekten der Zahlstelle;

6º sonstige Einnahmen, die sich aus Beschlüssen der Europäischen Union oder der Regierung ergeben.

**Art. 6 -** Bei den Haushaltsvorgängen der Zahlstelle wird zwischen den folgenden Ausgaben unterschieden:

1º Ausgaben in Verbindung mit dem Betrieb der Zahlstelle, die Folgendes decken:

a) die Betriebskosten der Zahlstelle zwecks der Verwaltung der Beihilfen im Rahmen der EGFL- und ELER-Fonds;

b) alle sonstigen Betriebskosten, die sich aus der Anwendung von Artikel D.255 § 2 des Gesetzbuches ergeben;

2º die wichtigsten Ausgaben für Dienstaufgaben im Rahmen des Haushaltsplans der Wallonischen Region, wie z.B.:

a) Ausgaben in Bezug auf die Kofinanzierung im Rahmen des EGFL und des ELER, deren Verwaltung der Zahlstelle anvertraut wird;

b) Ausgaben in Sachen Lagerung;

c) Ausgaben in Verbindung mit der Nichteintreibung von Forderungen;

d) Ausgaben in Verbindung mit der Rückzahlung von Finanzkorrekturen an die Europäische Union, die sich aus der Durchführung von Kommissionsentscheidungen ergeben, mit denen bestimmte von der Wallonischen Region im Rahmen des EGFL und des ELER getätigten Ausgaben von der Finanzierung durch die Europäische Union ausgeschlossen werden;

3º Ausgaben in Verbindung mit der Durchführung der Zahlungen kraft Artikel D.255 § 2 des Gesetzbuches;

4º Ausgaben in Verbindung mit der Rückzahlung (ganz oder teilweise) der Pfändungen auf Garantien bezüglich der Anwendung der Regelung in Bezug auf Einfuhr-, Ausfuhr- und Vorausfestsetzungsbesccheinigungen für Agrarerzeugnisse;

5º sonstige Ausgaben, die sich aus Beschlüssen der Europäischen Union oder der Regierung ergeben;

6º die Rückzahlung an den allgemeinen Einnahmenhaushaltspunkt der Beträge aus zu Unrecht gezahlten Beihilfen und Wiedereinziehungsverfahren in Form von Zinsen und Wiedereinziehung von Verfahrenskosten, Entschädigungen und Schadenersatz im Zusammenhang mit den von der Zahlstelle verwalteten wallonischen Teilen der Aufgaben;

7º die Rückzahlung an den allgemeinen Einnahmenhaushalt der jährlichen Salden (Überschuss der Einnahmen über die Ausgaben).

### KAPITEL 3 — Die zuständige Behörde und der Überwachungsausschuss

**Art. 7 -** Die Regierung überträgt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, alle Aufgaben, die ihr zugewiesen sind in ihrer Eigenschaft als zuständige Behörde im Sinne von Artikel 1 Paragraf 1 Buchstaben a) und b) der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 908/2014 der Kommission vom 6. August 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die Zahlstellen und andere Einrichtungen, die Finanzverwaltung, den Rechnungsabschluss, die Kontrollvorschriften, die Garantien und die Transparenz, mit Ausnahme der Erteilung und des Entzugs der Zulassung der Zahlstelle.

Innerhalb der Zahlstelle gibt es ein spezielles Überwachungsbüro, das so genannte "Überwachungsbüro", das den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, bei der Erfüllung der ihm übertragenen Aufgaben unterstützt. Diese Unterstützung besteht in der rechtzeitigen Übermittlung aller für die im ersten Absatz beschriebenen Aufgaben erforderlichen Nachweise an den Minister.

Das Überwachungsbüro untersteht unmittelbar der Verwaltungsautorität des Verantwortlichen der Zahlstelle.

**Art. 8 -** Der Überwachungsausschuss besteht aus:

1º dem Ministerpräsidenten oder dessen Stellvertreter;

2º dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, oder seinem Vertreter;

3º dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, oder seinem Vertreter;

4º dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, oder seinem Vertreter;

5º dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, oder seinem Vertreter;

6º dem bei der Regierung beglaubigten und mit der Landwirtschaft beauftragten Finanzinspektor, der über eine beratende Stimme verfügt;

7º dem Generalsekretär des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, oder seinem Vertreter;

8º dem Generaldirektor der Verwaltung im Sinne von Artikel D. 3 Ziffer 3 des Gesetzbuches, oder seinem Vertreter;

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, oder sein Vertreter, führt den Vorsitz über den Überwachungsausschuss.

Der Überwachungsausschuss legt seine allgemeine Dienstordnung fest, die er dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, zur Zustimmung vorlegt.

**Art. 9 - § 1.** Der Überwachungsausschuss versammelt sich mindestens dreimal im Jahr; in Übereinstimmung mit Artikel D.253 des Gesetzbuches

1° überprüft er die Einhaltung der Zulassungsbedingungen der Zahlstelle für die Wallonie;

2° schlägt er, bei der Feststellung einer Nichteinhaltung der Zulassungsbedingungen, der Regierung Abhilfemaßnahmen vor;

3° prüft er die Aktivitäten der Zahlstelle, worüber er dem Minister kraft Artikel 7 Bericht erstattet.

#### KAPITEL 4 — *Beitreibung und Zwangsbeitreibung*

**Art. 10 -** Der Zwangsbefehl nach Artikel D.259 und D.260 des Gesetzbuches wird vom Verantwortlichen der Zahlstelle für vollstreckbar erklärt, und wird vom Einnehmer, der mit der Beitreibung beauftragt ist, erlassen.

**Art. 11 -** Im Zwangsbefehl stehen die folgenden Angaben:

1° Name und Vorname des Schuldners;

2° Wohnsitz oder Gesellschaftssitz oder, mangels dessen, ein Betriebssitz des Schuldners;

3° der geschuldete Betrag, mit getrennter Angabe des Kapitals, der Zinsen und der Nebenkosten;

4° die Tatsache, dass der Zwangsbefehl ohne Formalität oder Mahnung vollstreckbar ist;

5° eine Kopie des Wortlauts von Artikel D.260 des Gesetzbuches;

6° die Begründung;

7° die Kontonummer, auf welche die Zahlung erfolgen muss;

8° das Vollstreckungsdatum des Zwangsbefehls;

9° die Unterschrift des Verantwortlichen der Zahlstelle.

#### KAPITEL 5 — *Öffentlicher Dienst*

**Art. 12 -** Der Zahlstelle werden zugewiesen:

1° Personalmitglieder, die vorher zur Abteilung Landwirtschaft der Verwaltung gehörten;

2° Personalmitglieder, die vorher zur Abteilung Beihilfen der Verwaltung gehörten;

3° Personalmitglieder, die zu der Direktion der Kontrollen der Abteilung Polizei und Kontrollen der Verwaltung gehörten, und Aufgaben im Bereich der landwirtschaftlichen Kontrolle in Verbindung mit der Zahlstelle anvertrauten Aufgaben erfüllten;

4° Personalmitglieder, die zum Überwachungsbüro der Zahlstelle innerhalb der Generaldirektion der Landwirtschaft gehörten.

#### KAPITEL 6 — *Aufhebende und abschließende Bestimmungen*

**Art. 13 -** Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2016 zur Einrichtung eines Ausschusses zur Überwachung der Zahlstelle, zur Erläuterung der Ausübung ihrer Zuständigkeiten in Sachen Zwangsbeitreibung, und zur Ermächtigung des Ministers für Landwirtschaft im Hinblick auf die Festlegung des Verfahrens zur Bestimmung und Überwachung von beauftragten Stellen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017, wird aufgehoben;

**Art. 14 -** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 15 -** Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2022 in Kraft.

Namur, den 14. Oktober 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen  
J.-L. CRUCKE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit  
V. DE BUE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSSTENST

[2021/205059]

**14 OKTOBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het beheer en de opdrachten van het Betaalorgaan**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 508/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en tot intrekking van de Verordeningen (EG) nr. 2328/2003, (EG) nr. 861/2006, (EG) nr. 1198/2006 en (EG) nr. 791/2007 van de Raad en Verordening (EU) nr. 1255/2011 van het Europees Parlement en de Raad;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 907/2014 van de commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de betaalorganen en andere instanties, het financieel beheer, de goedkeuring van de rekeningen, de zekerheden en het gebruik van de euro;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 908/2014 van de commissie van 6 augustus 2014 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad, wat betreft betaalorganen en andere instanties, financieel beheer, goedkeuring van de rekeningen, voorschriften inzake controles, zekerheden en transparantie;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en 6 januari 2014, inzonderheid op de artikelen 20 en 87, §§ 1 en 2;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.253, D.254, §§ 2 en 3, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2018 en 8 juli 2021, D.255, § 1, en D.256;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2016 tot instelling van een Opvolgingscomité voor het betaalorgaan, tot bepaling van de uitoefening van de bevoegdheden ervan inzake dwangschrift, en waarbij de Minister van Landbouw ertoe gemachtigd wordt de aanwijzings- en opvolgingsprocedure van gemachtigde instellingen te bepalen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 augustus 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 1 april 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 september 2021;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 22 april 2021;

Gelet op het rapport van 1 april 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 70.130/4 van de Raad van State, gegeven op 28 september 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende diverse maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting, de algemene en de begrotingsboekhouding en de rapportering van de Waalse openbare bestuurseenheden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdiens van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de structuur en de verantwoording van de begroting van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, zoals gewijzigd;

Overwegende dat de uitvoering van bovengenoemde bepalingen een aanpassing van het besluitvormingsproces en van de daarmee samenhangende administratieve structuren vereist;

Overwegende dat rekening gehouden dient te worden met deze structuurwijzigingen om te bepalen wie verantwoordelijk is voor het betaalorgaan;

Overwegende dat de werkingsssfeer van het Betaalorgaan omschreven is in artikel D.255 van het Waalse Landbouwwetboek;

Dat deze werkingsssfeer niet alleen voorziet in het beheer en de controle door het Betaalorgaan van de aanvragen en betalingen voor de in titel X van het Waalse landbouwwetboek bedoelde steunmaatregelen in de landbouw en de aquacultuur, maar de Waalse Regering tevens in staat stelt deze uit te breiden tot andere steunmaatregelen als bedoeld in artikel D.2 van het Waalse landbouwwetboek;

Dat de mogelijkheid om een beroep te doen op het in artikel D.255, lid 2, van het Waalse landbouwwetboek bedoelde recht, tot het uiterste moet worden beperkt en moet worden voorbehouden voor uitzonderlijke situaties, zodat het betaalorgaan zijn hoofdtaak, namelijk de betaling van steun in het kader van het ELGF en het ELFPO, in alle omstandigheden kan uitvoeren;

Dat de Regering en het Betaalorgaan parallel met dit besluit een werkingsovereenkomst sluiten met het oog op de uitvoering en de prioritering van de in dit besluit omschreven taken van het Betaalorgaan, onvermindert de taken die in het Waalse landbouwwetboek zijn vastgesteld;

Dat bij de opstelling van deze werkingsovereenkomst, de inhoud ervan, de controle erop en de evaluatie ervan wordt uitgegaan van de rechten en plichten die zijn neergelegd in de artikelen 346 en volgende van de Waalse ambtenarenkode. De werkingsovereenkomst is de inclusieve routekaart tussen het Betaalorgaan en de Waalse Regering;

Overwegende dat het sluiten van een werkingsovereenkomst er in geen geval toe mag leiden dat de uitvoering van de aan het Betaalorgaan toevertrouwde taken wordt belemmerd, overeenkomstig artikel D.55, § 1, van het Waalse landbouwwetboek;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.390,D.396 tot en met D.398;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslagning,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — Begripsomschrijving

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1° de werkingsovereenkomst: de inclusieve routekaart gesloten tussen het Betaalorgaan en de Regering;

2° het Wetboek : het Waalse Landbouwwetboek;

3° het opvolgingscomité: het opvolgingscomité van het Betaalorgaan zoals bepaald in artikel 253 van het Wetboek;

4° Verordening (EU) nr. 1306/2013 : Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. n° 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

5° Verordening (EU) nr. 907/2014: gedelegeerde Verordening (EU) nr. 907/2014 van de commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de betaalorganen en andere instanties, het financieel beheer, de goedkeuring van de rekeningen, de zekerheden en het gebruik van de euro.

Met betrekking tot lid 1, 1°, bepaalt de Minister bevoegd Landbouw de taken van het Betaalorgaan, de wijze van toezicht op het Betaalorgaan en de organisatie van het toezicht vast.

#### HOOFDSTUK 2. — Organisatie van het Betaalorgaan

##### Afdeling 1. — Structuur en samenstelling

**Art. 2.** Het Betaalorgaan maakt integraal deel uit van de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Wetboek.

In zijn betrekkingen met derden gebruikt het betaalorgaan de naam "Waals betaalorgaan".

De verantwoordelijke van het Betaalorgaan is een ambtenaar-generaal van rang A3 in de zin van Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarenkode.

##### Afdeling 2. — Werkingsovereenkomst

**Art. 3. § 1.** Om de in het Wetboek aan het Betaalorgaan toevertrouwde taken vast te stellen, sluiten de Regering en het Betaalorgaan een werkingsovereenkomst met een looptijd die overeenstemt met een programmeringsperiode van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en die ten minste de volgende elementen omvat :

1° de werkingsmodaliteiten tussen de Regering en het Betaalorgaan;

2° de details van de taken die door het Wetboek aan het Betaalorgaan worden toevertrouwd;

3° de regels, procedures en doelstellingen volgens welke het Betaalorgaan de taken uitvoert die hem door het Wetboek worden toevertrouwd;

4° de wijze van evaluatie van het Betaalorgaan uitgevoerd door het in artikel 7 bedoelde Opvolgingscomité aan de hand van de in 5° en 6° bedoelde indicatoren;

5° de indicatoren voor de opvolging van de opdrachten in verband met het beheer van de steun uit het ELGF en het ELFPO;

6° de indicatoren voor de opvolging van de opdrachten die de Regering aan het betaalorgaan toevertrouwt wanneer het een beroep doet op artikel D.255, § 2, van het Wetboek;

7° de toewijzing van de begrotingsmiddelen in het licht van de artikelen 4 tot en met 6;

8° de verdeling van de menselijke middelen op basis van het organigram;

9° de personele middelen die zijn toegewezen aan het business IT-masterplan van het Betaalorgaan;

10° het personeelsplan van het Betaalorgaan.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde werkingsovereenkomst wordt aan het einde van elke programmeringsperiode van het gemeenschappelijk landbouwbeleid vernieuwd en kan jaarlijks worden herzien.

##### Afdeling 3. — Begroting

**Art. 4.** De begroting van het Betaalorgaan wordt opgesteld overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de structuur en de verantwoording van de begroting van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen in het Waalse Gewest en de in artikel 3 van dit besluit bedoelde werkingsovereenkomst.

**Art. 5.** Bij de begrotingsverrichtingen van het Betaalorgaan wordt een onderscheid gemaakt tussen de volgende ontvangsten:

1° een algemene werkingssubsidie, ontvangen uit de begroting van het Waalse Gewest, ter dekking van :

a) de werkingsuitgaven van het Betaalorgaan in verband met het beheer van de steun uit het ELGF en het ELFPO;  
b) alle andere werkingsuitgaven die voortvloeien uit de toepassing van artikel D.255, § 2, van het Wetboek;

2° de belangrijkste ontvangsten uit dienstopdrachten afkomstig van de begroting van het Waalse Gewest, zoals:

a) ontvangsten in verband met de medefinanciering van uitgaven uit het ELGF en het ELFPO, waarvan het beheer is toevertrouwd aan het Betaalorgaan;

b) ontvangsten uit terugbetalingen aan de Europese Unie van financiële correcties die voortvloeien uit de uitvoering van besluiten van de Commissie tot onttrekking aan EU-financiering van bepaalde uitgaven die het Waalse Gewest in het kader van het ELGF en het ELFPO heeft verricht;

c) ontvangsten met betrekking tot de uitvoering van betalingen uit hoofde van artikel D.255, § 2, van het Wetboek;

3° ontvangsten uit de activiteiten van het Betaalorgaan, zoals :

a) de ontvangsten voortkomend uit het afgehouden gedeelte van de schuldvorderingen die bij de toepassing van de randvoorwaarden en de vergroening behoren krachtens de besluiten van de Waalse Regering genomen ter uitvoering van de artikelen D.250 en D.251 van het Wetboek;

b) de ontvangsten voortkomend uit het afgehouden gedeelte van de schuldvorderingen geïnd ten gevolge van onregelmatigheden of nalatigheden die niet te wijten zijn aan de administraties;

c) de vrijwillige of contractuele bijdragen voortvloeiend uit de afgevaardigde tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visserij of in het kader van andere samenwerkingen tussen deelstaten en/of met de federale Staat;

d) de opbrengsten van leveringen van GBCS-gegevens aan derden;

e) de boetes of de administratieve transacties die verschuldigd zijn ten gevolge van de niet-naleving van artikel D.396, eerste lid, 3°, van het Wetboek;

f) ontvangsten uit onverschuldigd betaalde steun en terugvorderingsprocedures in de vorm van rente en terugvordering van procedurekosten, schadeloosstellingen en schadevergoedingen in verband met de Waalse onderdelen van de door het betaalorgaan beheerde taken;

4° ontvangsten met betrekking tot (volledige of gedeeltelijke) inbeslagnemingen inzake de zekerheden die worden gesteld in het kader van de toepassing van de regeling betreffende invoer-, uitvoer- en voorfixatiecertificaten voor landbouwproducten;

5° ontvangsten van derden, met name de Europese Commissie, ten behoeve van de medefinanciering van projecten binnen het Betaalorgaan;

6° alle andere ontvangsten die voortvloeien uit beslissingen van de Europese Unie of van de Regering.

**Art. 6.** Bij de begrotingsverrichtingen van het Betaalorgaan wordt een onderscheid gemaakt tussen de volgende uitgaven:

1° de uitgaven in verband met de werking van het Betaalorgaan die betrekking hebben op :

a) de werkingsuitgaven van het Betaalorgaan in verband met het beheer van de steun uit het ELGF en het ELFPO;

b) alle andere werkingsuitgaven die voortvloeien uit de toepassing van artikel D.255, § 2, van het Wetboek;

2° de belangrijkste uitgaven uit dienstopdrachten afkomstig van de begroting van het Waalse Gewest, zoals:

a) uitgaven in verband met de medefinanciering van uitgaven uit het ELGF en het ELFPO, waarvan het beheer is toevertrouwd aan het Betaalorgaan;

b) uitgaven voor opslag;

c) uitgaven in verband met de niet-inning van schuldvorderingen;

d) uitgaven met betrekking tot de terugbetalingen aan de Europese Unie van financiële correcties die voortvloeien uit de uitvoering van besluiten van de Commissie tot onttrekking aan EU-financiering van bepaalde uitgaven die het Waalse Gewest in het kader van het ELGF en het ELFPO heeft verricht;

3° uitgaven met betrekking tot de uitvoering van betalingen uit hoofde van artikel D.255, § 2, van het Wetboek;

4° de uitgaven die bestemd zijn voor de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de inbeslagnemingen van zekerheden in verband met de toepassing van het stelsel van invoer-, uitvoer- en voorfixatiecertificaten voor landbouwproducten;

5° alle andere uitgaven die voortvloeien uit beslissingen van de Europese Unie of van de Regering;

6° de terugbetaling aan de algemene ontvangstbegroting van de bedragen die voortvloeien uit ten onrechte uitgekeerde subsidies en terugvorderingsprocedures in de vorm van interessen en terugvordering van procedurekosten, schadevergoedingen en schadevergoedingen met betrekking tot de Waalse delen van de door het Betaalorgaan beheerde taken;

7° de terugbetaling aan de algemene ontvangstbegroting van de jaarlijkse saldi (overshot van de ontvangsten ten opzichte van de uitgaven).

#### HOOFDSTUK 3. — *De bevoegde overheid en het Opvolgingscomité*

**Art. 7.** De Regering deleert aan de Minister bevoegd voor landbouw alle taken die haar zijn opgedragen in haar hoedanigheid van bevoegde autoriteit in de zin van artikel 1, paragraaf 1, onder a) en b), van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 908/2014 van de Commissie van 6 augustus 2014 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad, wat betreft betaalorganen en andere instanties, financieel beheer, goedkeuring van de rekeningen, voorschriften inzake controles, zekerheden en transparantie, met uitzondering van de verlening en intrekking van de erkennung van het Betaalorgaan

Binnen het betaalorgaan is een specifieke opvolgingscel, de zogeheten "opvolgingscel", belast met het bijstaan van de voor landbouw bevoegde Minister bij de uitvoering van de aan hem toevertrouwde taken. Deze bijstand bestaat in de toezending aan de Minister, binnen de vereiste termijn, van alle bewijsstukken die nodig zijn voor de in het eerste lid omschreven taken.

De opvolgingscel valt rechtstreeks onder het administratieve gezag van de verantwoordelijke van het Betaalorgaan.

**Art. 8.** Het opvolgingscomité bestaat uit:

1° de Minister-President of zijn vertegenwoordiger;

2° de Minister van Landbouw of zijn vertegenwoordiger;

3° de Minister van Ambtenarenzaken of zijn vertegenwoordiger;

4° de Minister van Begroting of zijn vertegenwoordiger;

- 5° de Minister van Leefmilieu of zijn vertegenwoordiger;  
6° de Inspecteur van Financiën, erkend door de Regering en belast met landbouw, die een raadgevende stem heeft;  
7° de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst of zijn vertegenwoordiger;  
8° de directeur-generaal van de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Wetboek of zijn vertegenwoordiger.

De Minister van Landbouw of zijn vertegenwoordiger zit het opvolgingscomité voor.

Het opvolgingscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt dit ter goedkeuring voor aan de Minister die bevoegd is voor landbouw.

**Art. 9.** § 1. Het opvolgingscomité vergadert minstens driemaal per jaar en, overeenkomstig artikel D.253 van het Wetboek:

- 1° onderzoekt de naleving van de voorwaarden tot erkenning van het Waals betaalorgaan;  
2° stelt rechzettingssmaatregelen voor aan de Regering als het vaststelt dat de erkenningsvoorwaarden niet in acht genomen worden;  
3° onderzoekt en rapporteert aan de Minister, overeenkomstig artikel 7, over de activiteiten van het Betaalorgaan.

#### HOOFDSTUK 4. — *Terugvordering en dwangschrift*

**Art. 10.** Het in de artikelen D.259 en D.260 van het Wetboek bedoelde dwangschrift wordt ten uitvoer gelegd door de verantwoordelijke van het Betaalorgaan en wordt opgelegd door de met de invordering belaste ontvanger.

**Art. 11.** Op het dwangschrift worden de volgende gegevens vermeld :

- 1° de naam en de voornaam van de schuldenaar;  
2° de woonplaats, of de maatschappelijke zetel, of, bij gebreke daarvan, een exploitatiezetel van de schuldenaar;  
3° het verschuldigde bedrag, met onderscheiding tussen het kapitaal, de interesses en accessoria;  
4° het feit dat het dwangschrift uitvoerbaar is, zonder formaliteit noch herinnering;  
5° een afschrift van de tekst van artikel D.260, van het Wetboek;  
6° de motivering;  
7° het rekeningnummer waarop de betaling wordt uitgevoerd;  
8 de datum van tenuitvoerlegging van het dwangschrift;  
9° de handtekening van de verantwoordelijke van het betaalorgaan.

#### HOOFDSTUK 5. — *Ambtenarenzaken*

**Art. 12.** De volgende personen worden bij het Betaalorgaan aangesteld:

- 1° de personeelsleden die voorheen waren aangesteld bij het Departement Landbouw van de Administratie;  
2° de personeelsleden die voorheen waren aangesteld bij het Departement Steun van de Administratie;  
3° de personeelsleden die zijn aangesteld bij de Directie Controles van het Departement Handhaving en Controles van de Administratie die taken uitvoeren in verband met de landbouwcontrole in het kader van de taken die aan het Betaalorgaan zijn toevertrouwd;  
4° de personeelsleden die zijn aangesteld bij de opvolgingscel van het Betaalagentschap, geïntegreerd in de diensten van het Directoraat-generaal van de Administratie.

#### HOOFDSTUK 6. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 13.** Het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2016 tot instelling van een Opvolgingscomité voor het betaalorgaan, tot bepaling van de uitoefening van de bevoegdheden ervan inzake dwangschrift, en waarbij de Minister van Landbouw ertoe gemachtigd wordt de aanwijzings- en opvolgingsprocedure van gemachtigde instellingen te bepalen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, wordt opgeheven.

**Art. 14.** De Minister van Landbouw en de Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Namen, 14 oktober 2021.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE